

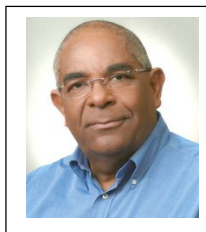
SA POSIB

Journal mensuel du RASSEMBLEMENT POPULAIRE LAMENTINOIS (RPL)

JOURNAL GRATUIT N° 18

FEVRIER 2012

ÉDITORIAL



Daniel Marie-Sainte
Conseiller municipal RPL
Vice-président du Conseil régional

Les prochaines semaines seront dominées par les débats autour des élections, notamment les élections législatives de juin 2012.

Ces débats se feront sur un fond de crise: crise mondiale, crise en Europe, crise en France qui vient de perdre son « Triple A », mais aussi crise aggravée en Martinique.

Après deux ans de « gouvernance Letchimy », la Martinique, qui était classée au 12^{ème} rang sur 26 régions en décembre 2009, vient de dégringoler au 22^{ème} rang en décembre 2011 !

Avec la politique menée par la « nouvelle gouvernance », les risques d'aggravation de la situation financière de notre pays sont là :

- Gaspillage de fonds publics
- Dérapage du budget régional de fonctionnement
- Promesses inconsidérées aux amis politiques
- Annonce de recours systématiques à l'emprunt avec des taux d'intérêt élevés (273 millions d'euros sur la période 2011-2014), avec risque de surendettement.

Cette politique néfaste, si nous ne prenons pas des dispositions pour l'arrêter, nous prépare des lendemains difficiles.

Elle trouve une complicité, bien sûr, au sein des courants politiques de droite (UMP, FMP, PMR) mais malheureusement aussi au sein de courants se prétendant de gauche et progressistes, tels la Fédération Socialiste et Bâtir le Pays Martinique de Pierre Samot.

La politique régionale du « néo-PPM » de Serge Letchimy nous conduira inéluctablement à des augmentations des impôts régionaux. Au Lamentin, nous avons déjà vécu cette situation avec les augmentations de la majorité municipale de « Bâtir le Pays Martinique », qui a augmenté le taux des impôts locaux de +10 % en 2011 !

Amis du Lamentin, en utilisant le pouvoir de votre bulletin de vote, vous pourrez, au mois de juin 2012, donner un coup de frein à cette politique en votant pour le candidat des Patriotes Martiniquais : Alfred Marie-Jeanne.

Nous devons considérer que ces élections législatives constituent la première étape vers la mise en place de la Collectivité Unique de Martinique en 2014.

Nous devons tous nous mobiliser pour ces échéances !

SÉ POU LA VIKTWA NOU KA ALÉ !

DIGNITÉ ET RESPONSABILITÉ

NOTRE GESTE HUMANITAIRE

Les élections présidentielles françaises approchent, les candidats à ce poste défilent pour la circonstance en Martinique. Ils sont dieux chez nous, *yo ka baboulé* froidement les Martiniquais, leurs sous-fifres en embuscade leur facilitant la tâche.

Ce scénario, nous le connaissons depuis des lunes, mais pour ces élections présidentielles françaises de 2012, osons une question aux officiels sous-fifres, mais également à nous-mêmes : « Avons-nous du sang sur nos mains ? ». Le sang des Libyens, des Ivoiriens, des Afghans. Rien que pour avoir participé aux élections présidentielles françaises. Et d'autre sang coulera. Continuerons-nous d'être complices des prochaines saignées par notre vote ?

**NOUS AVONS UNE RAISON HUMANITAIRE POUR REFUSER DE PRENDRE PART A CE VOTE.
N'HESITONS PAS.**

LA PERMANENCE DU MIM

Daniel Marie-Sainte reçoit tous les jeudis de 16h00 à 18h00, sauf le dernier jeudi du mois

5 rue des Barrières – Bourg – Lamentin

CHANGER DE CULTURE ECONOMIQUE

Changer de culture économique, tel est la dénomination de la philosophie politique dit économique de Serge Letchimy.

Peut-il véritablement mettre en place un système économique qui soit transparent, accessible sans difficulté et dans l'intérêt du peuple.

Comment le pourra-t-il alors qu'il ne possède aucune liberté, aucun pouvoir d'orienter ; la Martinique a une métropole !! Cela veut dire qu'elle est la dominée d'une autre.

Tous les dispositifs fondamentaux qui font tourner ce pays sont en place depuis des siècles, ce qui veut dire que le pressoir colonial fonctionne sans changement depuis Napoléon. On n'entend aucune remise en cause sérieuse de ce système de la part du proposeur de la nouvelle culture économique.

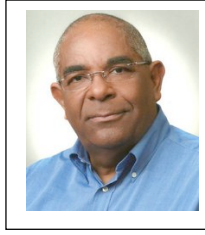
Car avec qui le mettra-t-elle en action ? Pour qui sont les retombées attendues ? Parce que, être la dominée de la France et de l'Europe est une entrave au développement. Une fraction du monde politique martiniquais a soutiré ce système.

Ces gens-là ont donc la responsabilité de notre situation de marginal.

Nous n'entendons pas dire que les effets de la crise seraient catastrophiques pour les petits pays en Europe, en superficie plus étroite que nous pour la plupart, ce qui signifie que l'étroitesse n'a rien à voir avec le développement. Citons Luxembourg, Monaco, Andorre, Gibraltar, Liechtenstein, Chypre ; tous ces pays sont indépendants ou autonomes.

Le développement est à coup sûr une question d'hommes et de volonté à assumer la responsabilité.

Changer de culture économique ? C'est phraser, faire l'intéressant avec espoir de *baboulé pèp-la*.



AFFAIRE DE LA RÉSIDENCE CASA GRANDA DU LAMENTIN

L'article que nous avons publié dans Sa Posib le mois dernier, paru également sur www.bondamanjak.com, a eu l'air d'agacer le premier adjoint au maire du Lamentin, Philippe Edmond-Mariette.

Lors de la séance du conseil municipal du jeudi 26 janvier dernier, après une nouvelle interpellation que je lui ai faite sur l'affaire de la résidence Casa Granda, en présence d'une délégation des familles, il s'est proposé comme "médiateur" entre ces familles et... le président de la SEMAVIL, c'est à dire le maire lui-même !!

Il faut savoir que le maire, qui présidait cette séance du conseil municipal, s'était déjà retiré lorsque l'affaire de la Résidence de Casa Granda est revenue sur le tapis !

La délégation des familles qui assistait au conseil municipal est repartie plus remontée que jamais, d'autant plus que les représentants de la SEMAVIL, dûment convoqués, ne s'étaient pas présentés devant le tribunal d'instance le 20 janvier dernier.

Nous resterons solidaires de ces familles jusqu'à ce que justice leur soit rendue !

=====



Virginie MIAN
Conseiller Municipal RPL
Pour défendre la cause sociale

REVENONS A NOS VALEURS

J'entends souvent les reproches qui sont faits aux jeunes concernant la violence.

Arrêtons de stigmatiser les jeunes. Les jeunes sont à l'image de la société dans laquelle nous vivons.

L'éducation commence dès le ventre de la mère ! Les jeunes fonctionnent dans un monde de non-sens. Tout ce qui faisait le socle des institutions sociales est démantelé (la famille, l'école, la vie chrétienne, les associations). Et le système éducatif remplit si mal son rôle que 25 % des jeunes sont illettrés.

Nous sommes dans la mondialisation et son libéralisme exacerbé, ce qui a pour conséquence des effets pervers sur la population : souffrance au travail, agressivité dans les foyers, moins de temps pour les parents de pouvoir s'occuper de leurs enfants, disparition de cultures au profit d'autres qui ne favorisent nullement le lien social, perte de valeurs, confinement des personnes dans des collectifs où les résidents deviennent des étrangers, diffusion de la violence gratuite à la télé...

Il nous faut construire une société basée sur des valeurs de solidarité et faire prévaloir l'éducation, la prévention et la promotion de la santé et la responsabilisation de tous (adultes, parents, enfants et institutions).